

**Motion d'actualité du congrès de SUD éducation Loire -
Solidarité avec les palestinien·nes contre le colonialisme et le
génocide en cours**



Sud Education Loire, réuni pour son congrès départemental à Saint-Etienne, réaffirme sa solidarité avec la lutte du peuple palestinien contre le colonialisme de l'Etat d'Israël et les crimes qui en découlent.

Depuis 1948 et la grande catastrophe "Nakba", les palestinien·nes sont soumis·es aux agressions quotidiennes de l'Etat colonial israélien et les droits des réfugiés palestinien·nes chassé·es sont systématiquement niés.

La guerre dite des six jours, lancée par l'Etat colonial israélien en 1967, lui a permis d'occuper Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est.

Depuis lors, la situation des palestinien·nes n'a jamais cessé de se dégrader. Les accords d'Oslo en 1993 ont entraîné un morcellement de la Cisjordanie et une fragmentation du peuple palestinien, dont les différentes composantes sont soumises à des régimes politiques différenciés. La domination coloniale se matérialise par des colonies de peuplement en Cisjordanie, par une idéologie de la séparation et sa mise en place sur le territoire. Du blocus de Gaza à la négation du droit au retour des réfugiés en passant par l'infériorité en droits des palestiniens de 48, le même système s'applique : l'apartheid.

Depuis 2017, des rapports de l'ONU et d'ONG, israéliennes et internationales ont documenté l'apartheid de l'Etat d'Israel contre le peuple palestinien, rejoignant ainsi les constats précédents d'ONG palestiniennes, sans que cela ne déclenche de procédures internationales pour faire cesser ce crime. Le rapport d'Amnesty international de 2022 conclut à un apartheid subi par toutes les composantes du peuple palestinien.

Depuis 2007, la **bande de Gaza** est soumise à un blocus terrestre, maritime et aérien, enfermant plus de deux millions de palestinien.nes dans une enclave de 360 km². Cette zone est régulièrement bombardée par l'armée israélienne et a subi pas moins de cinq guerres meurtrières et dévastatrices depuis le début du blocus.

La **Cisjordanie** est fragmentée par un mur de l'apartheid qui mesure plus de 800 km et enferme des villages palestiniens. Ces enclaves sont bouclées arbitrairement par l'armée israélienne.

L'enfermement des villages palestiniens profite aux colons qui bénéficient de routes réservées et d'infrastructures qui pompent les ressources naturelles, notamment l'eau. L'enfermement concerne directement les palestinien·nes qui sont soumis à une justice militaire et subissent massivement des détentions arbitraires dès l'âge de 12 ans.

Les palestinien·nes de 48, c'est-à-dire celles et ceux qui vivent sur le territoire d'Israël reconnu internationalement, sont soumis à l'apartheid et vivent majoritairement dans des villages séparés, dont les services publics sont moins dotés.

Une grande majorité des **réfugié·es** dépend des aides de l'UNRWA¹. Cette agence de l'ONU créée en 1949, qui devait exister de manière transitoire en attendant le retour effectif des réfugiés, est aujourd'hui attaquée par Israël et empêchée de fonctionner par des coupures de financement de plusieurs pays occidentaux.

Cette situation d'injustice s'est dramatiquement aggravée, depuis octobre, après que le gouvernement israélien a lancé une opération militaire d'une ampleur dévastatrice.

La Cour Internationale de Justice a reconnu un "risque plausible de génocide à Gaza" et demandé un certain nombre de mesures conservatoires.

Malgré cette alerte sérieuse, aucune sanction n'a été enclenchée, ni par l'Union Européenne, ni par le gouvernement français. La complicité de la France est de plus en plus questionnée, puisqu'au delà des déclarations de soutien inconditionnel à Israël, plus de 4000 franco-israéliens sont engagés dans cette guerre génocidaire, et des révélations récentes indiquent que la France a livré, après le début de l'offensive israélienne, du matériel d'armement à Israël.

Sud Éducation Loire dénonce les bombardements massifs israéliens qui ont fait plus de 32000 victimes dont un tiers sont des enfants, le blocage d'une grande partie de l'aide humanitaire et alimentaire qui provoque aujourd'hui une famine à Gaza, la destruction des hôpitaux, et plus largement de toutes les structures de santé et d'éducation, le ciblage et l'assassinat de journalistes, les attaques contre les palestinien·nes de Cisjordanie, qui ont à ce jour, causé plus de 400 morts.

Sud Éducation Loire se prononce pour un cessez-le-feu immédiat et permanent.

Le génocide en cours doit cesser urgemment.

Sud Éducation Loire réaffirme son soutien à la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions lancée par plus de 172 organisations de la société civile palestinienne en 2005 et exige :

- Des sanctions économiques et diplomatiques immédiates contre Israël
- Un embargo sur les armes, et l'arrêt immédiat de tout transfert d'armement vers Israël
- Le désinvestissement des entreprises françaises impliquées dans les violations des droits des palestinien·nes
- La fin des partenariats académiques avec Israël dont les universités sont un pilier de la recherche militaire
- La fin des partenariats culturels et sportifs, qui permettent à Israël de développer son soft power et tendent à faire oublier ses crimes coloniaux.

Saint-Etienne, le 29 mars 2024

¹Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient